

Questions orales

M. le juge McIntyre a présenté son rapport il y a un certain temps. Je ne me souviens pas très bien des détails fournis dans ce rapport, mais j'espère que le député me permettra de me rafraîchir la mémoire et de lui fournir une réponse sous peu.

M. MacKay: Une question supplémentaire monsieur l'Orateur. Le solliciteur général voudra-t-il également signaler dans sa réponse en temps voulu si les agents de la Gendarmerie qui ont participé à ces harcèlements, alors que leurs officiers supérieurs étaient au courant de la situation, fait divulgué plus tard dans le rapport de la commission, ont été promus?

M. Blais: Bien entendu, monsieur l'Orateur.

* * *

L'AGRICULTURE**L'AUGMENTATION DES INDEMNITÉS EN CAS DE BRUCELLOSE**

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Ce dernier peut-il nous dire s'il est en mesure de nous donner des précisions aujourd'hui au sujet de l'augmentation des indemnités versées aux agriculteurs dont les bêtes ont contracté la brucellose?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Je me trouve dans une position délicate. Monsieur l'Orateur, j'aimerais bien pouvoir donner des précisions mais les directives gouvernementales m'obligent à attendre quelques jours.

* * *

LES TRANSPORTS**LA POSITION D'UN HAUT FONCTIONNAIRE AMÉRICAIN SELON LAQUELLE IL CONVIENDRAIT DE RÉINVENTER L'AUTOMOBILE—L'OPINION DU MINISTRE**

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Il y a quelques jours, le secrétaire aux Transports du président Carter déclarait devant le sous-comité compétent de la Chambre des représentants que, compte tenu des hécatombes de la route, des problèmes d'ordre écologique et de la consommation de pétrole, il convenait de réinventer la voiture. J'aimerais savoir si le ministre souscrit lui-aussi à cette proposition très sérieuse.

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la sécurité des automobilistes, la pollution et les économies d'énergie nous préoccupent énormément. Les initiatives vigoureuses lancées par le gouvernement fédéral en collaboration avec ceux des provinces ont résulté dans la fixation de normes de sécurité qui ont fait baisser le nombre d'accidents de la route, mortels ou non, dans des proportions bien supérieures à celles auxquelles nous nous attendions.

Dans le cadre de notre collaboration avec le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, nous avons en outre établi des lignes directrices à l'intention des fabricants d'automobiles aux termes desquelles ils sont tenus d'effectuer des changements importants au cours des prochaines années, à savoir produire des voitures plus légères dotées de moteurs plus efficaces pour diminuer la consommation d'essence. Ces directives auront certainement d'importantes répercussions sur l'industrie automobile.

M. Grafftey: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il y a quelques années, le gouvernement fédéral est entré en pourparlers avec des représentants de l'État de New-York et avec des représentants des autorités fédérales américaines pour voir s'il était possible que les deux pays collaborent à un projet de construction d'une voiture financé par le contribuable afin de fixer des normes relatives à la sécurité et plus spécialement à l'environnement.

Serait-il possible, compte tenu de la déclaration faite récemment par le secrétaire américain aux Transports devant le sous-comité, de reprendre ces négociations pour réaliser ce projet de construction, en vue de fixer des normes de rendement?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je suis toujours prêt à participer à des pourparlers susceptibles de déboucher sur l'amélioration de la sécurité ou sur des économies d'énergie. Nous entreprenons nous-mêmes certains projets et les États-Unis profitent certainement des fruits. Ainsi, nous avons dernièrement accordé des crédits importants pour mettre au point des prototypes de véhicules électriques et tenter de résoudre certaines des difficultés qu'il convient de résoudre avec ce genre de moteurs. Je pense que les initiatives de cette nature sont importantes. Bien entendu, je me fais toujours un plaisir de collaborer avec les États-Unis et la réciprocité est également vraie.

* * *

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE**LE RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE—LE MESSAGE DU GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

M. Maurice A. Dionne (Northumberland-Miramichi): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet de la controverse qui persiste autour de notre magnifique régime d'assurance-maladie.

Le ministre a-t-elle reçu à ce sujet un message du gouvernement du Nouveau-Brunswick et, dans l'affirmative, quel en était le but?

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu, ce matin, un télégramme du premier ministre Hatfield me demandant de convoquer une réunion de tous les ministres de la Santé et des Finances et blâmant les médecins de saper le régime d'assurance-maladie. Il réclame une réunion fédérale-provinciale sans délai, ce qui me surprend énormément car il y a deux ans le gouvernement fédéral, pour se montrer souple, comme le réclamaient les provinces, leur a accordé une formule de financement global comportant des paiements extrêmement généreux qui leur permet de compter recevoir, au titre du partage des coûts, pour la prochaine année financière, près de 6 milliards de dollars.

● (1200)

Si les provinces ne peuvent pas mettre de l'ordre dans leurs affaires lorsqu'on leur confie l'administration de l'assurance-maladie, je ne vois pas comment nous pourrions le faire pour elles.